



*Le Délégué interministériel pour l'hébergement
et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées*

Comité de suivi national Déploiement du dispositif ACT « Un chez soi d'abord »



Mercredi 20 décembre 2017
à 10h
sous la présidence de Sylvain Mathieu
Délégué interministériel pour l'hébergement et à l'accès au logement

Etaient présents :

Mourad	AZEM	CNPA	Monique	LENORMANT	ACSC
Éric	BARTHELEMY	Association Aurore	Isabelle	LOENS	ARS HDF
Marie	BENLAHSEN	ARS IDF	Vincent	LEZAC	UCSDB Toulouse
Léa	BLOCH	EPSM Maison Blanche	Sylvia	NGUYEN-DANG	ARS IDF
Raphael	BOULOUDNINE	UCSDB Marseille	Ninon	OVERHOFF	FAS
Michel	DOUCIN	Unafam	Claire	PALLEZ	Œuvre Falret
Christine	FONTAINE	EPSM Maison Blanche	Axelle	POURRIAS	Soliha
Pascale	FRITSCH	DGS	Mario	REDAELLI	DRIHL
Aline	GARCIA	ARS PACA	Laurie	ROBERT	ACSC
Brigitte	GUIRAUDIE	ARS IDF	Marie-José	SAULI	DSS
Jean jacques	HAFFREINGUE	Soliha 13	Véronique	STELLA	FAP
Brigitte	FASSANARO	DDCS 13	Maryse	SYLVESTRE	USH
Pascal	ISOARD-THOMAS	Association HAS	Laurent	THEVENIN	Fédération santé habitat
Sylvie	KATCHADOURIAN	UCSDB Marseille	Bruno	TORREGROSSA	UCSDB Paris
Nathalie	LATOUR	fédération addiction	Lola	VIVES	Recherche
Margaux	LEFEVRE	ARS IDF	Véronique	WAXIN	EPSM LM
André	LEGER	Association Abej	Ghazi	ZAROUJ	DGCS

Compte-rendu

Sylvain MATHIEU ouvre le comité en remerciant l'ensemble des parties prenantes qui se sont engagées avec détermination dans la mise en œuvre des groupements et ont su traverser cette période riche mais complexe et relever le défi de la pérennisation du dispositif « Un chez-soi d'abord ». Il souligne l'importance pour les sites historiques de transmettre les principaux enseignements de la phase expérimentale et de former les futurs opérateurs afin de maintenir la qualité et l'efficacité du dispositif. La Dihal finalisera à cet effet en 2018 un « e-guide » de mise en œuvre et des modules de formation. Il présente par ailleurs les principaux axes du Plan quinquennal pour le Logement d'Abord (LDA) lancé par le Président Macron à Toulouse en septembre 2017 et insiste sur la nécessité d'un changement de modèle y compris dans la façon d'aborder le travail social. Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé par le Ministre Mézard en novembre 2017 visant à sélectionner 15 territoires de mise en œuvre accélérée du plan LDA (*retrouvez l'ensemble de ces informations sur le site de la Dihal*¹). Il souligne que ce n'est pas une expérimentation mais bien une « mise en œuvre accélérée » car l'efficacité de la stratégie logement d'abord a été prouvée et l'évaluation du programme « Un chez-soi d'abord » y a largement participé. Il s'agit, dans le cadre du plan LDA de proposer un accès direct au logement et d'adapter le niveau d'accompagnement nécessaire pour une juste correspondance entre les besoins des personnes et les ressources territoriales mais aussi d'accompagner les évolutions du travail social, de renforcer l'accompagnement hors les murs, les démarches partenariales et l'évaluation. Il informe enfin le comité de suivi de la présentation du dispositif « Un chez-soi d'abord » à l'ensemble des directeurs généraux d'ARS lors de leur séminaire mensuel de novembre 2017; ceux-ci ont affiché leur vif intérêt pour cette stratégie et une volonté d'aller plus rapidement dans le calendrier de déploiement tout en actant de la nécessité d'un temps nécessaire de formation et d'appropriation pour le respect du modèle et le changement des pratiques.

Pascale ESTECAHANDY présente le PPT avec les différents points à l'ordre du jour (*document PPT et charte du dispositif « Un chez-soi d'abord » en annexe du présent CR*)

Sylvain MATHIEU se félicite du respect du calendrier fixé à fin 2017 pour la pérennisation avec la signature des quatre conventions portant création des groupements et assure les opérateurs de l'accompagnement de la Dihal dans la suite du processus ; Il signale avoir pris note du courrier du directeur général de l'association HAS et des points de vigilance signalés et le remercie pour son investissement sur ce dossier. Concernant le taux de personnes accueillies sur les quatre sites, il acte d'un taux national de 87% à fin octobre 2017 et demande aux opérateurs de veiller à une montée en charge rapide dès le premier trimestre 2018.

Véronique STELLA questionne le maintien dans le logement des personnes lors des périodes d'hospitalisations longues ou d'incarcérations.

Sylvie KATCHADOURIAN rappelle que lors des incarcérations, la personne a une baisse de ses revenus et le maintien du paiement du loyer peut-être problématique ; dans ce cas et avec l'accord de la personne, le logement est rendu et un nouveau logement est proposé en sortie d'incarcération. Une vigilance est à avoir pour éviter les phénomènes de squat lorsque le logement est inoccupé.

Nathalie LATOUR pointe la question des consommations de produits psychoactifs et des décès par overdose et rappelle l'importance d'une approche conjointe et complémentaire entre champ de l'addiction, du social et de la santé mentale. Comme souligné lors de la présentation du PPT elle recommande de mettre en place des programmes d'éducation thérapeutique adaptés et des formations conjointes réduction des risques et rétablissement. Concernant les publics jeunes elle souligne l'intérêt de développer (ou renforcer) des collaborations avec le « dispositif Tapaj » mais aussi les « Consultations jeunes consommateurs » afin de repérer au plus tôt les jeunes les plus vulnérables et de pouvoir leur proposer une approche intégrée logement/emploi/santé.

Sylvie KATCHADOURIAN alerte sur la question des dettes évoquées dans le PPT avec un focus sur le poids des dettes hospitalières qui peuvent être contractées lors des hospitalisations sous contrainte.

¹ <http://www.gouvernement.fr/lancement-d-un-appel-a-manifestation-d-interet-pour-selectionner-15-territoires-de-mise-en-oeuvre>

Pascale FRISTCH indique que la vigilance est à avoir localement avec les établissements sanitaires.

Sylvain MATHIEU demande à ce que cette question puisse être documentée sur les différents sites et qu'une recherche de solutions puisse être engagée et diffusée en intersites.

Jean-Jacques HAFFREINGUE note que sur les résultats présentés dans le PPT, le pourcentage de nouveaux logements captés dans le parc public est en augmentation. Il souligne que s'appuyer essentiellement sur le parc public serait préjudiciable au déploiement du dispositif en particulier au regard du contexte actuel qui fragilise les capacités de production des bailleurs sociaux. Il insiste sur la pertinence de Solibail qui vise à capter du logement dans le parc privé et il met l'accent sur la capacité de production de logement de Soliha 13 via son volet maîtrise d'ouvrage. Ainsi, cela a permis de proposer aux locataires du dispositif « un chez-soi d'abord » sur Marseille un glissement de leur bail avec des montants de loyers abordables.

Pascale ESTECAHANDY signale que le travail avec les bailleurs sociaux est important en termes de sensibilisation et d'acculturation mutuelle des secteurs du logement et de la santé (au sens large). Les bailleurs mettent en avant leur isolement dans la gestion des situations de personnes présentant des problématiques de santé mentale lors des périodes de crise ; il est essentiel de diffuser les outils et les méthodes de travail collaboratif promus par le dispositif « Un chez-soi d'abord ».

Sylvain MATHIEU rappelle qu'il est très attaché à l'équilibre entre les parcs et au travail de formation des acteurs pour accompagner au mieux les publics concernés et éviter les ruptures. Il précise que l'IML a totalement sa place dans le dispositif ; faire participer le parc privé plus largement au plan LDA est aussi une volonté du ministre Mézard.

Maryse SYLVESTRE indique que le dispositif doit effectivement s'intégrer dans la stratégie plus large du plan LDA et que le partage des enseignements est un apport essentiel sur un territoire pour améliorer l'accès et le maintien dans le logement des personnes les plus démunies.

Laurent THEVENIN souhaite avoir des précisions sur la montée en charge du dispositif et son impact sur la création de nouvelles places d'ACT généralistes

Marie-Josée SAULI précise que le calendrier de déploiement du dispositif 2018/2022 a été fixé par décision du Premier ministre; par ailleurs les crédits relatifs aux mesures nouvelles dans le cadre de l'ONDAM médico-social public spécifique relèvent d'arbitrages annuels entre les ministères concernés.

Sylvain MATHIEU insiste sur le fait que le suivi et l'évaluation sont indispensables au maintien du calendrier de déploiement; il s'agit de poursuivre la démarche engagée et continuer à produire des résultats dans un objectif d'amélioration continue de la politique publique et de défrichage de champs nouveaux comme par exemple la question des jeunes.

Ninon OVERHOFF questionne le choix des futurs territoires et le rôle des fédérations quant à l'accompagnement du déploiement. Elle interroge aussi les formations en cours ou à venir dans le cadre plan LDA et du dispositif « Un chez-soi d'abord ».

Pascale ESTECAHANDY indique que pour l'année en cours, trois ARS (Nouvelle-Aquitaine pour Bordeaux, Rhône-Alpes-Auvergne pour Lyon et Grenoble, Bourgogne-Franche-Comté pour Dijon) avaient fait remonter les besoins du territoire lors des dialogues de gestion engagés en 2017 avec la DGCS; 4 territoires pouvant débiter en 2018, il n'y a pas eu nécessité d'arbitrage cette année. Nous sommes dans l'attente des futurs dialogues de gestion qui permettront d'engager les mesures nouvelles de 2019. La mise en œuvre est un processus long que la Dihal a pour mission de suivre et qui nécessite un travail en amont entre les différentes parties prenantes; la démarche doit être collaborative entre d'une part les ARS et les services de l'Etat et d'autre part les futurs opérateurs. Sur Rhône-Alpes-Auvergne la FAS dans le cadre d'un financement de l'ARS a accompagné la diffusion des principes du « Un chez-soi d'abord » mais aussi à Montpellier (en interne à l'association l'Avitarelle). Enfin elle signale que l'ARS Nouvelle-Aquitaine a lancé un appel à projet régional pour l'expérimentation sur quatre territoires (en complément du développement du dispositif à Bordeaux) de projet type « Un chez-

soi d'abord » d'une dizaine de place ; le financement de l'ARS est associé à un financement de l'Etat sur le volet IML. La Dihal est membre du comité de sélection et de suivi de ces projets.

Sylvain MATHIEU précise que concernant la formation, des outils d'accompagnement propre au déploiement du dispositif « Un chez-soi d'abord » sont en cours de réflexion par la Dihal ; dans le cadre du plan LDA un travail s'inspirant fortement des enseignements de l'expérimentation est mené avec la DGCS et le haut conseil du travail social (HCTS).

Jordan CHEVREAU et **Pascale ESTECAHANDY** présentent la maquette du « e-guide », outil d'accompagnement à la mise en œuvre du dispositif pour les futurs sites, de diffusion des enseignements et ressource bibliographique; le site devrait être ouvert aux quatre sites historiques dès le mois de février et plus largement à l'ensemble des acteurs fin du premier semestre 2018.

Pascale ESTECAHANDY présente le tableau de bord de l'évaluation qui permettra au comité de suivre le déploiement du dispositif « Un chez-soi d'abord » et ses résultats attendus. Elle signale que ce travail est mené en lien avec l'ANESM ; un échange aura lieu avec les services de l'Etat et les ARS concernant le tableau de bord de suivi ; il sera annexé à la circulaire de financement et proposera des indicateurs quantitatifs avec un volet qualitatif. Enfin elle informe le comité de la mise en place d'un groupe de travail en 2018 présidé par la Dihal dont l'objectif est d'apporter des recommandations pour le déploiement de dispositifs type « Un chez-soi d'abord » dans les zones rurales et les villes moyennes.

Sylvain MATHIEU insiste sur l'importance de couvrir le territoire mais sur la nécessité de réfléchir au modèle économique car comme tel, le dispositif ne peut être déployé hors des grandes agglomérations.

Raphaël BOULLOUDNINE apporte un retour sur la « *formation de formateur sur le logement d'abord* » organisé par le « *Housing first Hub européen* » dont la première session s'est tenue à Milan en décembre 2018. Trois membres des équipes du dispositif « Un chez-soi d'abord » étaient présents; un travail va s'engager sous l'égide de la Dihal pour développer ce type de module en France.

Véronique STELLA présente aussi à la formation à Milan (la FAP est membre du Hub européen), insiste sur le fait que le « logement d'abord » demande aux institutions porteuses d'opérer une profonde mutation. Il s'agit d'un changement radical qui ne peut être porté par les seuls travailleurs sociaux mais qui impacte toute l'organisation.

Nathalie LATOUR recommande de distinguer deux axes dans la formation, d'une part la diffusion large des enseignements du programme expérimental permettant aux acteurs de s'approprier les pratiques les plus pertinentes et d'autre part une formation plus ciblée au respect du modèle avec un accompagnement adapté pour les futurs opérateurs.

Pascale ESTECAHANDY signale qu'une charte est proposée aux membres des groupements qui seront gestionnaires des futurs dispositifs « Un chez-soi d'abord » et que, les sites historiques pourront proposer des parrainages portant sur l'accompagnement et la formation des nouvelles équipes pour garantir le respect du modèle.

Brigitte FASSANARO souhaite une précision quant au fléchage des crédits IML inscrit dans le BOP 177.

Ghazi ZAROU rappelle que sur le dispositif, les crédits ont toujours été fléchés spécifiquement et qu'il est nécessaire d'anticiper la montée en charge avec les services de la DGCS.

Aline GARCIA précise sur la question de l'autorisation pour le volet ONDAM médico-social qu'il s'agit bien d'une création d'établissement ex-nihilo (pour le groupement) et d'un transfert de financement qui sera à notifier par l'ARS à la caisse d'assurance maladie une fois le groupement autorisé par l'agence.

Sylvain MATHIEU remercie l'ensemble des membres du comité et prend note des questions en particulier sur le volet de la sécurisation budgétaire. Il annonce la tenue d'un prochain comité fin du premier semestre 2018 mais informe les opérateurs qu'ils peuvent faire remonter à la Dihal les interrogations qui apparaîtront durant cette période de transition.